



LETTRE D'INFO

Groupe des Elus Communistes et du Front de gauche

Président du Groupe : JUMEL SEBASTIEN (PCF)
BRULIN CELINE (PCF) - GOBERT MARIE-JEANNE (PCF) - MOYSE JOACHIM (PCF) - HOUDOUIN GILLES (ENSEMBLE)

CONSEIL REGIONAL DE NORMANDIE

Février 2016

La 2^{ème} session plénière de la région, le 28 janvier, était encore essentiellement consacrée à l'installation du conseil régional (règlement intérieur de l'assemblée, élection des commissions,...)

Nous sommes parvenus à ce que notre groupe puisse siéger dans toutes les commissions (même si c'est à titre uniquement consultatif pour 4 d'entre elles) et à élargir les possibilités de mettre en place des missions de contrôle et d'évaluation que la majorité de droite tentait de réserver à son seul groupe.

COMMISSION PERMANENTE		
Sébastien JUMEL et Céline BRULIN		

COMMISSIONS	ELUS	A TITRE CONSULTATIF	COMMISSIONS	ELUS	A TITRE CONSULTATIF
FINANCES	Joachim MOYSE		AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE TRANSPORT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	Sébastien JUMEL	
AFFAIRES GÉNÉRALES		Joachim MOYSE	AGRICULTURE ET PÊCHE		Sébastien JUMEL
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET NUMÉRIQUE	Gilles HOUDOUIN		EUROPE ET INTERNATIONAL		Gilles HOUDOUIN
ORIENTATION ET FORMATION	Céline BRULIN		CULTURE TOURISME ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE		Céline BRULIN
JEUNESSE SPORT ET SANTÉ	Marie-Jeanne GOBERT				

Intervention de Sébastien Jumel, dans le cadre du débat de politique régionale.

La Normandie en état d'urgence économique et social.

"Un état d'urgence qui ne se décrète pas mais s'impose à nous, comme une réalité : celle de l'inquiétude, de la souffrance et du sentiment d'abandon d'un nombre importants d'habitants. Nous devons, nous pouvons, leur apporter des réponses.

Voici quelques pistes soumises à votre sagacité pour vous aider à réussir les débuts de notre Normandie.

Urgence sur la situation de l'emploi. Elle continue de se dégrader et notre collectivité doit prendre des mesures d'urgence. Ceux qui se battent pour préserver et développer l'emploi et les savoir-faire ont besoin de soutien, pas de peine de prison.

Je pense à UPM Chapelle Darblay, à Grand-Couronne, en Seine-Maritime. Vous avez été saisi d'une demande de rencontre par le maire de Grand-Couronne, mon camarade et ami Patrice Dupray. La direction d'UPM a effet décidé l'arrêt de la machine PM 3 et la suppression de 196 postes. Le travail mené par les salariés d'entreprises, par les élus locaux, ainsi qu'une étude réalisée à la demande de la région Haute-Normandie ont permis de dégager 11 projets chiffrés permettant d'assurer le maintien de l'activité et de redémarrer la machine PM 3.

Un investisseur s'est déclaré intéressé par la reprise de cette machine pour une activité de papier-carton, c'est-à-dire une activité qui n'est pas en concurrence directe avec celles d'UPM. Ce serait un atout pour structurer et développer une filière papier carton en collaboration notamment avec Double À, implanté à Alizay, dans l'Eure. Prenons appui sur l'expérience menée à Alizay, précisément. Reprenons la machine PM 3, au titre de la région, et cédon-là ensuite à DS Smith. Il y a urgence parce que cet investisseur ne va pas attendre éternellement d'autant que l'Allemagne lui tend les bras

Je pense aussi à Wild, au Houllme, où il faut réunir les salariés, que la direction de l'entreprise a menés en bateau et qui se voient aujourd'hui licenciés pour motif économique alors que rien ne justifie une telle qualification des licenciements. Il faut faire étudier très sérieusement les possibilités de reprise en SCOP.

Les salariés de Vallourec à Déville-les-Rouen, en Seine-Maritime toujours, craignent quant à eux que plus d'une centaine de postes supplémentaires soient concernés par des suppressions, en plus des 109 déjà prévues. Aux côtés de l'État actionnaire à 7%, la région doit s'impliquer, organiser une table ronde avec les acteurs de l'industrie pétrolière présents en Normandie, d'une part, mais aussi venir en appui des salariés pour explorer les possibilités de diversification d'activités. Ces exemples dramatiques montrent combien les orientations économiques laissées aux seules mains des actionnaires conduisent à des erreurs stratégiques. La puissance publique, dans toutes ses dimensions, doit reprendre la main.

C'est précisément le contraire qui est fait aujourd'hui. De nombreuses suppressions d'emplois sont en effet envisagées dans des groupes où l'État est actionnaire majoritaire. Avec un impact très lourd dans notre région, chez EDF par exemple. Ou encore chez Areva avec 500 suppressions d'emplois directs et les conséquences sur autant d'emplois chez les sous-traitants.

À DCNS, une centaine d'emplois est supprimée. Et au fur et à mesure des études et de l'avancement du projet de construction d'hydroliennes, il s'avère que ce projet ne générera que très peu d'emplois locaux puisque DCNS sous-traitera la construction des 2 prototypes en Pologne et en République tchèque.

La région, chef de file en matière de développement économique, doit intervenir de manière forte pour que la construction et l'assemblage des hydroliennes se fasse à Cherbourg.

Je pourrais encore évoquer Sidel et tant d'autres. Sans oublier les ruptures conventionnelles moins "voyantes" que les plans de suppressions d'emplois mais qui font tout autant de dégâts. Elles se multiplient, elles aussi, considérablement.

Je formule une autre proposition : la création d'une instance associant élus locaux, élus régionaux, bien évidemment, et organisations syndicales, de salariés comme patronales, afin d'examiner et de contrôler l'utilisation du CICE (Crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi) dans notre région.

Ce dispositif tourne à plein régime. Pour la seule année 2015, un million d'entreprises en ont bénéficié, en France, pour un montant total de 17,5 milliards. Le montant cumulé s'élève à plus de 27 milliards. Joli pactole mais sans effet pour l'emploi.

Le président de la république a annoncé il y a quelques jours la pérennisation de ce dispositif et Pierre Gattaz, président du Medef, a aussitôt répondu en envoyant au pilon les badges "1 million d'emplois" qui n'ont pas été distribués... Pas plus que les emplois promis, du reste.

Mais quand tant de nos concitoyens ont dû faire face à des augmentations d'impôts, quand tant de collectivités locales, tant de services publics sont au bord de l'asphyxie, il est de notre devoir à tous de contrôler l'utilisation de cet argent public et de vérifier qu'il serve bien l'emploi. Et quand je vois la situation de notre région, permettez-moi d'en douter...

Urgence sur les questions de formation, je veux attirer votre attention et celle de l'ensemble de l'assemblée sur la situation de l'Institut de formation aux carrières administratives, sanitaires et sociales, l'Ifcass implanté à Dieppe, toujours en sursis faute de moyens budgétaires. Cet institut accueille des jeunes d'outre-mer et nous avons attiré l'attention du gouvernement jusqu'à être reçus par la ministre vendredi dernier. Mais il ne vous a pas échappé que près d'une centaine des stagiaires de cet institut sont normands avec un taux d'accès à l'emploi à l'issue de la formation proche de 80%.

Vous avez affirmé récemment que « la Région aidera autant que possible un jeune qui en a le potentiel à poursuivre et réussir ses études (...) Je souhaite que les jeunes de milieux modestes aient autant de chances que les jeunes de milieu favorisé ». C'est là précisément la vertu principale de l'IFCASS. Aussi je vous propose que nous organisions rapidement une visite de l'établissement, suivie d'une réunion de travail avec l'équipe de l'IFCASS, pour trouver, comme l'avait souhaité madame Morin-Desailly, une solution avec la participation de la Région.

Urgences sur les questions de santé, je souhaite aujourd'hui vous réitérer solennellement notre proposition, déjà faite lors de la session d'installation début janvier : constituer une délégation plurielle de notre conseil régional pour aller plaider, auprès de la ministre, un plan de rattrapage en matière de santé.

La situation critique des services d'urgences, notamment dans le département de la Manche l'exige. Les fermetures récentes de services produisent déjà leurs effets dramatiques. Et voilà qu'après la fermeture des urgences de Valognes, cet été, c'est Granville qui est désormais visé. Sans que les promesses d'ouverture d'un centre de soins non programmés n'aient été suivies d'effet.

La constitution de groupements hospitaliers de territoires, prévus par la loi Touraine risque d'aggraver encore la situation. Dans une région où les indicateurs de santé sont inquiétants, où la démographie médicale est parmi les plus faibles et où elle continue à reculer, nous ne parviendrons pas à développer un système de prévention et de soins à la hauteur sans un tissu dense d'hôpitaux de proximité.

Urgence pour les transports : vous avez formulé, Monsieur le Président, la proposition de reprendre toutes les lignes ferroviaires dans le giron régional et notamment la gestion des trains inter-cités. Je vous préviens et vous alerte sur ce type de solution, déjà à l'œuvre sur la ligne Paris-Granville, avec les difficultés que l'on connaît : retards récurrents, trains bondés jusqu'à refuser des voyageurs comme cela s'est produit le 4 janvier, jour même de l'installation de notre conseil. Cette ligne est l'une des plus désertées de France, si l'on en croit le président de l'association des usagers.

Je me dois aussi de vous rappeler la situation de la ligne Dieppe-Rouen, non électrifiée, à voie unique sur une partie de son trajet privée de liaison directe avec Paris, imposant une rupture de charge aux voyageurs pendant que les cars Macron jouent concurrentiellement sans vergogne et sans égards pour les gaz à effet de serre. C'est d'un total anachronisme.

Sur cette même question des déplacements et parce que je n'oppose pas les usagers, je tiens à vous faire part de notre opposition à l'augmentation des tarifs autoroutiers au 1er février. En 10 ans, le prix moyen du kilomètre parcouru sur les autoroutes françaises a augmenté de 16,4 % soit deux fois plus que l'inflation, prenant en otage les usagers, ceux qui dans le rural et le péri-urbain paient pour aller travailler.

Je relaie ici la demande de mon ami Jean-Paul Lecoq pour supprimer le péage de Saint-Romain-de-Colbosc, avec son 1,10 euros pour 8 km ce qui entraîne la saturation du réseau secondaire aux portes du Havre. Et je vous réitère la proposition, largement soutenue depuis, de rendre gratuits les ponts ceux de Normandie et de Tancarville, en guise de signe fort de réunification des deux régions et d'une appartenance commune.

Urgence sur les questions maritimes et portuaires, je veux rappeler l'importance du soutien à la pêche locale et, en cohérence, notre position sur l'éolien offshore au large de Dieppe et du Tréport, qui ne peut se faire sans le respect de l'activité de pêche. Je veux aussi monsieur le président, me faire le porte-voix des salariés du port de Dieppe, qui cherchent à vous rencontrer sans succès. En tant que maire, je me tiens à votre disposition pour vous fournir leurs coordonnées et faciliter le contact, tout en veillant à renforcer les interfaces ville-port.

Urgence sur la question de l'agriculture enfin. Là encore, c'est l'urgence qui prévaut et la réponse n'est pas à la hauteur. J'ai reçu hier les éleveurs en colère. Ils demandent, et je relaie ici leur parole, que l'on fasse plus et plus simple. Les aides promises l'été dernier n'ont pas été débouquées, complexifiées à l'envi par des tracasseries administratives rétrogrades. Et aujourd'hui, en pleine crise de grippe aviaire dans le Sud-Ouest et de fièvre catarrhale ovine, on nous annonce 500 millions d'euros pour les agriculteurs, un montant global d'aides supplémentaires aux éleveurs de 290 millions. Dont 125 millions seront consacrés à un « ajustement » du plan de soutien à l'élevage présenté en juillet 2015. Les effets d'annonces se succèdent mais demeurent sans effet pour les éleveurs. La Région doit agir : elle doit renégocier les aides de Bruxelles qui transitent par elle et sont insuffisantes. Elle doit aussi mettre en pratique les filières courtes via la restauration scolaire dans les lycées. Vous avez ce pouvoir de soutenir concrètement l'agriculture locale. Il faut l'enclencher !

Voilà Monsieur le Président, cette colère qui remonte des terres et des villes de Normandie, nous avons, vous avez, le devoir d'y répondre. Le plus vite sera le mieux. "

Intervention de Marie-Jeanne GOBERT sur les jeux équestres mondiaux

Des jeux équestres réussis et populaires

Les objectifs des Jeux Equestres Mondiaux 2014 en Basse-Normandie étaient ambitieux : conforter la filière équine, ses emplois, laisser un héritage vivant, être des jeux populaires, accessibles au plus grand nombre.

Comme élue en charge du dossier pour la Région, puis pour la Ville de Caen, j'ai défendu et porté ces orientations. Le rapport définitif de la cour régionale des comptes a confirmé que le défi avait été relevé

Des jeux populaires et accessibles

Plus de 500.000 spectateurs aux compétitions avec des prix d'entrée allant de 4 à 62 euros et 146.536 entrées au village des Jeux. Les élus ont décidé d'un Projet Territorial, avec un budget propre.

Démarche innovante, jamais mise en œuvre sur un évènement d'ampleur. Elle a permis de mobiliser le territoire, d'entraîner et d'impliquer les acteurs associatifs, culturels, économiques, ceux du commerce, de l'Education Nationale...

L'adhésion, l'envie de réussir l'évènement ont été largement partagées.

Des milliers de bénévoles se sont engagés. Plus de 250 projets autour du cheval dans le domaine sportif, culturel, social et touristique ont été présentés. Plus de 4000 jeunes ont participé à des cycles d'équitation.

Un héritage vivant

Plutôt que construire un grand stade équestre (plus de 150 M €), la décision a été de prendre appui sur les infrastructures existantes et de les moderniser. 16,5 M € ont été consacrés à l'aménagement des équipements, principalement au Haras du Pin et sur les sites de Caen, en plein cœur de Ville. Aujourd'hui, ils constituent un héritage vivant pour les collectivités.

Des retombées économiques. Une filière confortée.

79 M € de budget, dont 37 M d'argent public. Des retombées économiques estimées à 148M.

La filière, ses emplois (près de 13.000 en Basse Normandie) ses ambitions autour de la promotion de l'élevage à l'international ont été confortés.

Un point d'alerte sur les centres équestres et poney clubs (410 en basse Normandie 1437 emplois) qui restent confrontés aux difficultés économiques.

Des jeux exemplaires, une gestion et une organisation maîtrisées, un public au rendez-vous et acteur, autant d'éléments qui ont été utiles au développement de la Normandie et qui l'ont fait rayonner à l'international.

Communiqué du 1^{er} février 2016



Communiqué des Elus Communistes et Front de Gauche au Conseil régional de Normandie

VALLOUREC : UNE AFFAIRE D'ETAT, PAS D'ACTIONNAIRES !

Comme le effectaient les salariés, Vallourec vient d'annoncer une nouvelle saignée au sein de ses actifs et la fermeture de laminoirs dont celui de Déville-lès-Rouen. Aux 2000 suppressions d'emplois annoncées en avril dernier, à l'échelle mondiale, dont 900 en France, s'ajouteraient aujourd'hui 1000 suppressions supplémentaires en Europe dont 500 en France.

C'est d'autant plus insupportable que Vallourec a distribué 2,2 milliards de dividendes à ses actionnaires en 12 ans et réalisé des investissements hasardeux à l'étranger. De plus le groupe s'est lié à un acieriste allemand dans un contrat le contraignant à acheter des milliers de tonnes d'acier à l'industrie allemande alors qu'il pourrait être produit ici, en France.

L'État est actionnaire à 7% de Vallourec. Par ailleurs, la Banque Publique (BPI France) va recapitaliser le groupe. Autant de raisons et de moyens pour que la puissance publique impose des solutions alternatives. Le premier ministre s'était engagé à trouver des solutions pour la fin de l'année 2015. Il faut passer de la parole aux actes.

Aux côtés de l'État, la région doit aussi s'impliquer. Nous demandons l'organisation d'une table ronde avec les acteurs de l'industrie pétrolière présents en Normandie, ainsi qu'avec tous les partenaires permettant d'explorer les possibilités de diversification d'activités du site Vallourec de Déville-lès-Rouen.